



BÉNIN

Équipe du Bénin :

MONGBO Roch, Secrétaire Permanent Conseil National Alimentation et Nutrition (CAN)
Email : Roch_mongbo@yahoo.fr Tél : (+229) 21363820

AGASSOUNON Célestin, Représentant de la Société Civile, Groupe d'Action pour l'Amour du Bien-être Familial (GABF-ONG)
Email: ceagass@yahoo.fr Tél : (+229) 20250076

HODE TOHOUEGNON Thérèse, Représentante de la Société Civile - Conseil National Alimentation et Nutrition (CAN)
Email: thetohode@yahoo.fr

Plan d'Action : Feuille de Route pour l'Alignement des Partenaires

Route d'Apprentissage, 26 Mai- 01 Juin, Sénégal

La Route d'Apprentissage, organisée conjointement par le Secrétariat du Mouvement SUN (Scaling up Nutrition, Renforcement de la Nutrition), la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) et la Corporation PROCASUR, a eu lieu au Sénégal du 26 Mai au 1er Juin 2014, et y ont participé des membres des plateformes nationales et multi-acteurs SUN de 7 pays: le Bénin, le Burundi, le Ghana, la Guinée Conakry, le Niger, la Sierra Leone et le Pérou. Une fois la Route terminée, chaque équipe pays a formulé un Plan d'Action, basé sur les apprentissages et leçons tirées de l'expérience sénégalaise en ce qui concerne la lutte contre la malnutrition, afin d'adopter les bonnes pratiques et les solutions novatrices apprises au Sénégal et ainsi renforcer les stratégies et les initiatives en faveur de la nutrition actuellement en vigueur dans leur pays d'origine.

La fiche suivante présente le Plan d'Action élaboré par la délégation du Bénin. L'objectif est de donner un aperçu du contexte du pays et présenter les stratégies et les activités proposées dans le Plan. Les activités du Plan sont actuellement en cours de réalisation.

Quel est l'objectif du Plan d'Action?

L'objectif principal du Plan d'Action est de contribuer au renforcement de l'engagement des acteurs à tous les niveaux afin de faire reculer la malnutrition au Bénin. Il s'agit d'une part d'amener les décideurs et parties prenantes à prendre conscience des conséquences néfastes de la malnutrition sur le développement économique ainsi que des enjeux et du caractère multisectoriel de la nutrition. Il s'agit aussi de susciter leur intérêt et un engagement accru et coordonné, afin de faire reculer durablement la malnutrition par des prises de décisions éclairées et de contribuer à maintenir la nutrition dans l'agenda politique national.

Quel est le contexte de mise en œuvre du Plan ?

Depuis 2011, le Bénin fait partie des pays du Mouvement SUN. Actuellement, 45 % des enfants souffrent de malnutrition chronique, 21 % d'insuffisance pondérale et 16% émaciés (INSAE, ICF International, 2012). En milieu urbain, le surpoids et ses conséquences commencent à se manifester. La pauvreté est en augmentation, et l'urbanisation croissante. L'hygiène et l'assainissement restent faibles et les bonnes pratiques concernant l'allaitement et le sevrage sont peu répandues.

Le contexte en matière de renforcement de la Nutrition est caractérisé par : une multisectorialité active et structurée au sein du Conseil national de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN) ; une Plateforme des Partenaires Techniques et Financiers –SUN en appui au CAN ; un engagement manifeste des Collectivités Locales à travers l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) ; le Plan Stratégique de Développement de l'Alimentation et de la Nutrition (PSDAN) ; le Projet de Nutrition Communautaire (2011 – 2015) qui est en cours dans 10 communes et qui montre des résultats encourageants et le Projet Multisectoriel d'Alimentation, de la Santé et de la Nutrition pour 40 communes (2014-2018). Il existe une ligne budgétaire au profit de la nutrition et un nombre important d'enfants ont été réhabilités à base d'aliments locaux dans des Foyers Communautaires et les Centres Nutritionnels Thérapeutiques.

Actions du Plan liées aux Objectifs et Résultats Attendus

Objectif : Amener les acteurs à prendre meilleure conscience des enjeux et du caractère multisectoriel de la nutrition et susciter un engagement accru et coordonné de leur part à tous les niveaux au profit de la nutrition.

Action: Divers outils de communication adaptés aux diverses cibles sont développés :

- Organisation de 3 conférences - Débats régionaux (Nord, Centre, Sud) au profit des élus/candidats aux élections, les acteurs du privé et de la société civile ;
- Organisation d'émissions thématiques d'appoints aux conférences débats sur les antennes régionales de la radio nationale.

La 1ère semaine nationale de la nutrition d'octobre 2014 servira de cadre à ces activités grâce à l'appui financier du CAN et des PTF-SUN du Bénin.

Résultat attendu : Les élus ont une meilleure connaissance de la malnutrition et de ces enjeux économiques par les élus et ils s'engagent à faciliter le dialogue, la concertation et la coopération autour des enjeux et défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers la mise en place, l'allocation de ressources et l'animation des cadres de concertation à tous les niveaux.

Objectif : Contribuer à maintenir la nutrition sur l'agenda politique national

Actions : Durant la période d'avant et pendant les campagnes électorales :

- Former les élus/candidats sur l'importance économique de la nutrition et de la sécurité alimentaire
- Faire le plaidoyer pour un engagement public des candidats sur les enjeux de la nutrition

Résultat attendu: La nutrition est maintenue dans l'agenda politique et les élus locaux et il existe une plus grande visibilité et lisibilité de la nutrition dans les plans de développement et budgets communaux et nationaux.

Les stratégies imaginées dans le Plan saisissent des opportunités qui se présentent au niveau du Pays, comme les divers plans mentionnés dans le contexte de mise en œuvre du Plan, ainsi que: 1- l'existence de cadres communaux de concertation, dans 15 Communes/77, qui mobilisent les services de santé, d'agriculture, des affaires sociales, le tout sous la coordination du Maire et qui appuient les collectivités locales pour le renforcement de la nutrition à la base ; 2-diverses interventions nutritionnelles d'autres acteurs comme l'Unicef, Care, Plan, ICCO, etc. ; et 3-une société civile dynamique et engagée pour assurer la veille citoyenne et le suivi des politiques et engagements de l'Etat.